

Dictateurs et restrictions : Cinq Dimensions des Coupures d'Internet en Afrique

Février 2019



#InternetFreedomAfrica

A propos de la liberté sur Internet, l'Afrique a connu un mauvais début pour l'année 2019. On a noté des coupures d'Internet dans cinq pays (le Tchad, la République démocratique du Congo, le Gabon, le Soudan et le Zimbabwe) au cours des trois premières semaines de l'année. Les coupures étaient liées soit aux élections, aux protestations contre des mesures gouvernementales, et ce qui semblait être un coup d'Etat manqué. Etant donné que plusieurs pays ont prévu de tenir des élections au cours de 2019, il est fort probable que cette année connaisse encore plus de coupures d'Internet.

Une restriction d'accès à Internet, souvent appelée coupure d'Internet, est le blocage intentionnel de l'accès à Internet ou à certains services d'Internet comme les réseaux sociaux. La coupure d'Internet est principalement ordonnée par les gouvernements désireux de perturber les communications et de restreindre l'accès à l'information aux citoyens, afin de réduire ce que les citoyens peuvent y voir, faire ou transmettre.

Dans ce rapport, nous présentons nos observations à propos des coupures survenues jusqu'à présent (depuis le début de l'année 2019) et soulignons la probabilité que cette année pourrait connaître le plus grand nombre de coupures initiées par les Etats en Afrique. Nous esquissons un lien entre le niveau d'autoritarisme dans un pays et le nombre d'années qu'un président a passé au pouvoir, et la probabilité de survenue d'une coupure d'accès au réseau. De plus, nous examinons les impacts économiques et sociaux de ces coupures.

Récapitulatif: Les coupures d'Internet survenues en Janvier 2019

Le Gabon a connu une coupure totale d'Internet ordonnée par le gouvernement après qu'une poignée de militaires aient pris d'assaut la station de radio nationale. Lors d'une retransmission en direct, ils ont exhorté les citoyens à renverser un président maladif qui avait quitté le pays en convalescence après un accident vasculaire cérébral (AVC) survenu en Octobre 2018. La connectivité à Internet a été restaurée 28 heures plus tard, après que la tentative de coup d'Etat ait été maîtrisée. Une coupure d'accès au réseau de deux heures avait été signalée le 11 décembre 2018, mais l'on ignore si elle était initiée par l'État.

En République Démocratique du Congo, les coupures d'accès aux médias sociaux ont été signalées le 31 décembre 2018, lorsque les citoyens se rendaient aux urnes afin d'élire le remplaçant du président sortant Joseph Kabila. Netblocks, une organisation qui se charge de la détection des perturbations du réseau, a rapporté des pannes importantes affectant les connexions mobiles et fixes, un black-out à Lubumbashi et dans certaines parties de la capitale Kinshasa, ainsi que la connectivité mobile dans Goma et dans d'autres régions.

Entre-temps, le gouvernement soudanais avait coupé l'accès aux médias sociaux sur les réseaux mobiles depuis le 20 décembre 2018 à travers le pays afin de faire face aux manifestations qui appellent à la démission du président Omar al-Bashir, au pouvoir depuis près de trois décennies. Ces coupures étaient toujours en vigueur à la fin de janvier 2019.

De même, des tests effectués sur le réseau ont confirmé que le Tchad bloquait encore l'accès aux médias sociaux au début de l'année 2019. Les citoyens de ce pays d'Afrique centrale avaient eu peu ou pas d'accès à diverses plateformes de médias sociaux. Notons que ces coupures avaient duré 300 jours en date du 23 janvier 2019. Cette perturbation a été ordonnée suite à des protestations contre des amendements constitutionnels qui pourraient permettre au président Idriss Déby de rester au pouvoir jusqu'en 2033, ce que l'opposition appelle projet de création d'une monarchie. Déby a dirigé le pays depuis plus de 28 ans.

L'accès à Internet du Zimbabwe a été interrompu le 15 janvier 2019 suite à des protestations publiques contre une augmentation de 150% des prix du carburant. Les protestations auraient entraîné la mort de 12 personnes et l'arrestation d'au moins 200 citoyens. Parmi ceux qui ont été arrêtés, on y trouve le Secrétaire Général du congrès des syndicats du Zimbabwe (Zimbabwe Congress of Trade Unions ZCTU) Japhet Moyo. Ce dernier avait appelé les travailleurs à rester loin de leurs emplois pour protester contre la hausse du carburant par intermédiaire d'un clip vidéo posté sur le compte Twitter du syndicat. Fut également arrêté, Evan Mawarire, un activiste politique et pasteur. Ce dernier a été accusé d'inciter à la violence publique après pour avoir soutenu l'appel à la grève.

Cinq observations sont à noter

1 Les coupures d'Internet sont l'apanage des Etats les plus autoritaires de l'Afrique

Les coupures du réseau connues cette année, et celles qui ont été vécues au cours des trois années précédentes, montrent que moins les pouvoirs sont démocratiques, plus il y a de probabilités qu'ils ordonnent des coupures d'Internet. Tous les pays africains qui ont coupé l'accès à Internet cette année sont classés comme autoritaires selon l'indice de démocratie publié par le service de renseignement économique de l'Economist Intelligence Unit (EIU)¹. En effet, sur les 22 pays africains où les coupures d'Internet ont été enregistrées au cours des cinq dernières années, 77% disposent de régimes autoritaires, tandis que 23% sont classés comme hybrides. Notons que "autoritaire" est la pire catégorie sur l'indice de démocratie, suivie par la catégorie «hybride» – en référence à des pays qui manifestent certains éléments de la démocratie et de fortes doses d'autoritarisme en même temps.²

Les pays autoritaires qui ont ordonné des coupures d'Internet comprennent l'Algérie, le Burundi, la République Centre Africaine (RCA)³, le Cameroun, le Tchad, la République Démocratique du Congo, le Congo (Brazzaville), l'Egypte, la Guinée équatoriale, le Gabon, l'Ethiopie, la Libye, le Niger, le Togo et le Zimbabwe. D'autre part, les régimes hybrides comprennent l'Ouganda, le Mali, le Maroc, la Gambie et la Sierra Leone. L'indice de démocratie ne couvre pas la Somalie (qui a ordonné de multiples coupures d'Internet), le Soudan du Sud non plus.

Aucun des pays africains classés comme «démocraties imparfaites» (Botswana, Cap - Vert, Ghana, Lesotho, Namibie, et Sénégal) ou comme une «démocratie pleine» (Maurice), n'a ordonné de coupure de réseau.⁴

Sur les 22 pays africains qui ont ordonné les coupures d'Internet au cours des cinq dernières années, 77% sont des régimes dictatoriaux et le reste classé comme régimes hybrides ou semi-autoritaires

¹ L'indice de démocratie se fonde sur cinq catégories : processus électoral et pluralisme, libertés civiles, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique et le système politique.

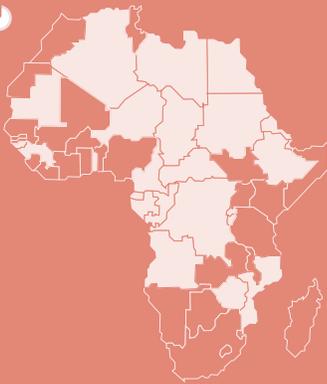
² L'indice de démocratie définit les régimes autoritaires comme ceux où le pluralisme politique est absent ou fortement verrouillé, où les institutions formelles de la démocratie ont peu de pertinence et les élections ne sont ni libres ni équitables. En outre, il y a banalisation des abus et les violations des libertés civiles et toute critique envers le gouvernement est réprimée.

³ La RCA a procédé au blocage de SMS sur tout le territoire national, mais des coupures ni d'Internet ni de médias sociaux.

⁴ Selon l'indice de démocratie, les démocraties imparfaites ont des élections libres et équitables et respectent les libertés civiles fondamentales mais font face à certains manquements tels que les atteintes à la liberté des médias. Cependant, ils ont des faiblesses significatives dans d'autres aspects de la démocratie, y compris des problèmes de gouvernance, une culture politique sous-développée et de faibles niveaux de participation politique.

Catégorisation des pays africains sur l'indice de démocratie (2018) et historique des coupures de réseau

Régimes Autoritaires



Pays non perturbés

Angola
Comores
Djibouti
Érythrée
Guinée
Guinée-Bissau
Mozambique
Rwanda
Swaziland

Pays ayant perturbés le réseau

Algérie

Coupure totale durant trois heures par jour, pendant la semaine d'examen national, 2018

Burundi

Coupure des médias sociaux, 2015

République Centre Africaine

Services SMS bloqués, 2014

Cameroun

Coupure totale régionale, 2017 & 2018

Tchad

Blocage des medias sociaux, 2018-2019

Congo (Brazzaville)

Coupure totale incluant les SMS, 2015

République Démocratique du Congo

Coupure totale incluant SMS, 2015 et 2018

Coupure totale incluant les services téléphoniques, 2017

Coupure totale, 2019

Egypte

Accès aux services de base gratuits de Facebook bloqué, 2016, et blocage d'au moins 405 sites web par l'état, 2017

Guinée Equatoriale

Blocage des médias sociaux, 2017

Ethiopie

Blocage des médias sociaux, 2016, au moins 3 arrêts d'Internet au total dans 2017 et les médias sociaux arrêtés dans le milieu et à la fin de la même année ainsi que de la même année en 2018.

Gabon

Coupure totale suivie d'un arrêt des médias sociaux et un couvre-feu de 6 heures à 18 heures 2016
Coupure totale, incluant celle des services de radio diffusion, 2019

Libye

Blocage temporaire de Facebook dans Tripoli et d'autres villes, Septembre 2018

Coupure d'Internet dans les régions orientales et centrales de la Libye, Juin 2018⁵

Mauritanie

Coupure totale, 2018

Niger

Blocage des médias sociaux, y compris les SMS, 2015

Soudan

Blocage des Médias sociaux sur les réseaux mobiles, 2018

Togo

Coupure totale, 2017

Zimbabwe

Blocage de WhatsApp en 2016 et coupure des media sociaux en 2019

Régimes hybrides



Pays non perturbés

Bénin
Burkina Faso
Cote d'Ivoire
Kenya
Liberia
Madagascar
Malawi
Nigeria
Tanzanie
Zambie

Pays ayant perturbés le réseau

Gambie

Coupure totale incluant les services téléphoniques, 2016

Mali

Blocage de Facebook et Twitter, 2017
Blocage des media sociaux, 2018

Maroc

Blocage du service voix sur IP Voice over Internet Protocol (VoIP) sur les réseaux mobiles pour WhatsApp, Viber et Skype, 2016

Sierra Leone

Coupure totale incluant celle des services téléphoniques, 2018

Ouganda

Les médias sociaux et le transfert d'argent mobile bloqués deux fois en 2016

Démocratie imparfaite



Pays non perturbés

Botswana
Cap Vert
Ghana
Lesotho
Namibie
Sénégal
Afrique du Sud

Démocratie pleine



Iles Maurice

S'il est évident que seuls les Etats autoritaires se sont arrogés le droit de procéder à des coupures d'Internet en Afrique, il convient de noter que tous ceux qui sont classés dans cette catégorie ne l'ont pas fait. Les raisons sont variées et n'ont pas été entièrement étudiées. Cependant, il est probable que dans certains pays, l'Etat autoritaire soit si brutal et terrifiant que la société civile, l'organisation de mouvements d'opposition et de protestations - en ligne et hors ligne - soient étouffés. Dans d'autres pays, tels que Djibouti, l'Érythrée et le Rwanda, l'existence de dispositifs perfectionnés de surveillance des communications en ligne rendent inutiles les coupures d'Internet.

⁵ Le gouvernement de Tobruk a signalé que les dommages causés à un câble à fibre optique avaient contribué à la coupure d'Internet dans certaines parties de l'est et du centre de la Libye. Cela a duré 16 heures. Cependant, il n'y a pas eu de précision sur la cause des dommages subis par le câble, <https://www.refworld.org/docid/5be16b08a.html>

Les Prédateurs des libertés sur Internet sont également les prédateurs de la liberté de la presse: Les pays qui ont ordonné des coupures d'Internet sont parmi les derniers au Classement mondial de la liberté de la presse en Afrique pour 2018 on peut citer l'Algérie, le Congo-Brazzaville, le Burundi, le Cameroun, la République Centre Africaine, le Tchad, la République Démocratique du Congo, l'Ethiopie, la Guinée équatoriale, le Gabon, la Gambie, le Mali, l'Ouganda et le Zimbabwe.

2 Longévité au pouvoir = Propension élevée à ordonner les coupures

Il est de plus en plus évident que les pays qui ont connu des coupures en 2019 partagent une caractéristique commune - de nombreuses années que leur présidents actuels (les présidents ou leurs pères auxquels ils ont succédé à la tête de l'Etat) ont passé au pouvoir.

En RD Congo, Joseph Kabila a pris la présidence en 2001 suite à l'assassinat de son père, Laurent Désiré Kabila. (Après la plus récente coupure d'Internet en RD Congo, Kabila junior a remis le pouvoir à un nouveau président élu).

Le Gabon est dirigé par la famille Bongo depuis plus d'un demi-siècle. Ali Bongo, au pouvoir depuis 2009, a repris la présidence du pays suite à la mort de son père, qui avait été président depuis 42 ans. Le pays a connu un mouvement de citoyens pour réclamer un changement de pouvoir, les dissidents sont régulièrement arrêtés.

Au Soudan, Omar al-Bashir a totalisé 30 ans au pouvoir, après avoir renversé un gouvernement démocratiquement élu par un coup d'Etat militaire en 1989. Depuis, il a tenu des élections douteuses et a réprimé la liberté de presse et les voix critiques.

Au Tchad, Idriss Déby, est arrivé au pouvoir en 1990, soit un règne de 29 ans. Son gouvernement a ordonné le blocage de plates-formes de médias sociaux lorsque les citoyens ont organisé des manifestations publiques généralisées contre des changements constitutionnels qui pourraient lui permettre de gouverner jusqu'en 2033.

Juste à côté au Cameroun, Paul Biya, âgé de 86 ans, a été Président pendant 36 ans après six ans passés à la primature. Il a été réélu en octobre dernier pour un autre mandat. Le Cameroun détient le record de

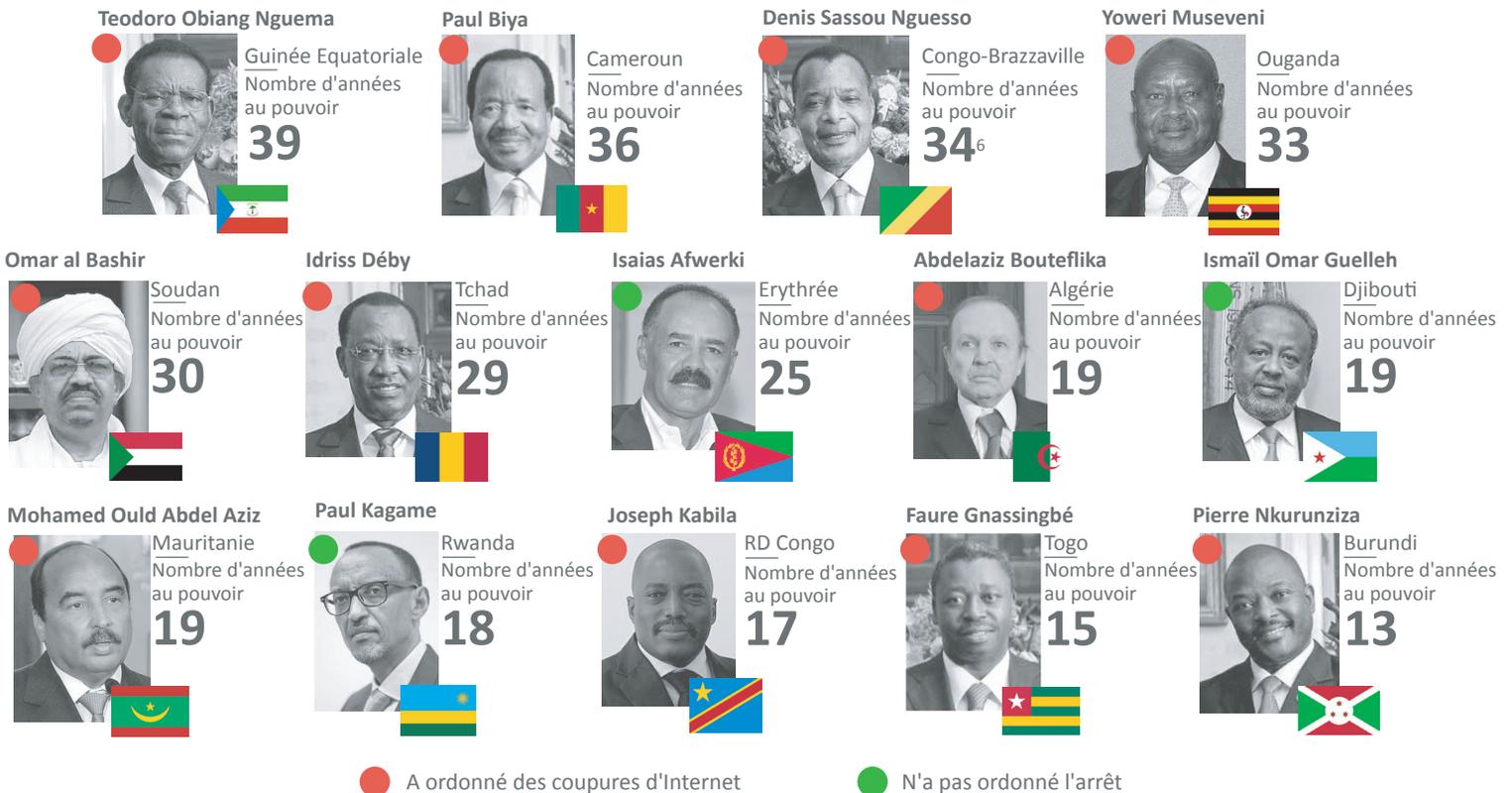
la coupure d'Internet la plus longue du continent. Cette coupure a duré de janvier 2017 et avril 2018.

Au Zimbabwe, Robert Mugabe actuellement déchu du pouvoir avait gouverné le pays depuis 37 ans avant sa démission à cause de la pression publique, par une campagne menée sur les réseaux sociaux notamment. Whatsapp aurait été bloqué pendant quatre heures - et on soupçonne que la perturbation avait été orchestrée par l'Etat. Son successeur, Emmerson Mnangagwa, qui était vice-président sous Mugabe et chef du parti au pouvoir depuis 38 ans sans interruption, a activement manipulé la dissidence, a finalement fait opéré très peu de réformes, et a même ordonné une coupure d'Internet.

Les autres présidents africains de longue durée qui ont ordonné des coupures d'Internet comprennent Yoweri Museveni de l'Ouganda, au pouvoir depuis 33 ans. Il a ordonné des coupures de communication à au moins trois reprises – d'abord en 2011 pendant les manifestations postélectorales et deux fois durant l'année électorale 2016. Citons aussi Teodoro Obiang Nguema (39 ans au pouvoir), Denis Sassou Nguesso (34 ans au pouvoir), et Abdelaziz Bouteflika (19 ans au pouvoir).

Avant son éviction du pouvoir en 2016, Yahya Jammeh était président de la Gambie depuis 1996. Il a ordonné une coupure d'Internet, et interdit les appels internationaux, à la veille des élections 2016 du pays pour faire face à ce que les analystes politiques ont décrits comme le plus grand défi politique de ses 22 ans au pouvoir. Jammeh a refusé de remettre le pouvoir à son successeur après avoir perdu les élections, avant qu'une intervention régionale ne le force à quitter et à s'exiler en Guinée Equatoriale voisine.

Mur de la honte



En janvier 2019, sur les 14 dirigeants africains qui avaient été au pouvoir pendant 13 ans et plus, 79% d'entre eux avaient ordonné des coupures, la plupart du temps pendant les périodes électorales et les protestations publiques contre les politiques gouvernementales.⁷

3 Les pertes économiques dues aux coupures d'Internet persistent longtemps après sa restauration

Les coupures du réseau conduisent à des pertes directes de revenus en termes de contribution du secteur des TICs au Produit Intérieur Brut (PIB), et les effets quantitatifs de la perte de confiance dans l'économie numérique découlant de blocages ordonnés par le gouvernement, et les pertes économiques que subissent les entreprises fournissant l'accès à Internet. Comme on l'a souligné dans le Cadre de calcul de l'impact économique des coupures d'Internet dans l'Afrique subsaharienne, les coupures d'Internet, même de courte durée, affectent de nombreux aspects de l'économie nationale et ses impacts tendent à persister bien au-delà de la période de coupure. Ils sapent la confiance des investisseurs, renforcent la mauvaise réputation d'Etat à risque et sont préjudiciables aux investissements directs étrangers.

Si seulement cinq des pays parmi ceux qui ont déjà connu une coupure d'accès à Internet tiennent leurs élections durant l'année en cours opéraient une autre coupure, notamment le blocage des applications telles que Twitter, Facebook et WhatsApp au niveau national durant cinq jours chacun, le coût de la perte économique serait estimé plus 65.6 millions de \$.⁸ En effet, les pays qui ont déjà opéré les coupures dominent également les rangs des pays à plus haut risque sur de nombreux indices de l'évaluation des risques, notamment le risque politique ainsi que le risque économique et le risque pour les investissements.

⁶ La présidence de Denis Sassou Nguesso s'étend sur deux périodes de 1979 à 1992, puis de 1997 à aujourd'hui. En 2015, il a orchestré la suppression des limites du mandat présidentiel de la Constitution et a été réélu l'année suivante.

⁷ Le roi Mswati II, dernier monarque absolu de l'Afrique, qui règne sur l'Eswatini (anciennement Swaziland), n'a pas été inclus dans la liste. Il règne depuis 32 ans.

⁸ Calculs fondés sur le cadre de calcul de l'impact économique des perturbations de l'Internet en Afrique subsaharienne et sur l'outil COST

Estimation de la perte économique (en \$ USD) durant 5 jours de blocage d'applications



Cela signifie que les coupures exposent à la fois l'Etat et les entreprises de télécommunications qui génèrent à la fois des revenus pour l'Etat tout en rendant plus efficaces les autres entreprises. Cela les expose à des niveaux élevés de perte économique. De plus, les coupures du réseau nuisent aussi à l'adoption d'Internet, surtout par le fait que l'accès et l'accessibilité demeurent des défis importants en Afrique. Cela va ainsi entraver l'utilisation significative d'Internet comme outil d'innovation, de compétitivité pour les entreprises et pour l'engagement citoyen.

Parmi les pays qui coupent l'accès à Internet, quelques-uns disposent déjà des plus faibles taux d'utilisation d'Internet (pourcentage de personnes utilisant l'Internet dans le pays) - et les prix élevés pour le transfert de données - en Afrique. La RCA (4.3%), le Burundi (5.5%), le Tchad (6%), la RD Congo (8.6%), le Cameroun (23%), Congo Brazzaville (9%), Ethiopie (18.6%), la Gambie (19.8%), la Guinée-Bissau (4%), le Mali (12.7%), le Niger (10%), la Sierra Leone (13.2%)⁹, la Somalie (2%), le Togo (12%), l'Ouganda (23.7%). Tous tombent sous le taux d'utilisation moyen de l'Afrique qui est de 24.4%. Néanmoins, certains pays ayant des taux d'utilisation

plus élevés Algérie(71.8%), Egypte (44.9%), Guinée équatoriale (26%), Gabon (50%), Maroc (61.7%), Soudan (30.8%), et Zimbabwe (27%), ont également procédé à des coupures d'Internet.

En effet, il a déjà été noté par le CIPIT que les pays avec un taux de pénétration d'Internet de moins de 20% sont plus susceptibles de bloquer Internet pendant de manifestations que ceux avec des taux plus élevés - mais que dans tous les pays où une coupure d'Internet avait été ordonnée en début 2018, le parti au pouvoir avait dirigé le pays pendant 18.9 ans en moyenne. La conception généralement admise est qu'il semble contradictoire que les pays avec un faible taux d'utilisation d'Internet soient les premiers à le couper, étant donné la trop faible importance de la population en ligne pour menacer l'ordre public ou la sécurité nationale, ou pour constituer une menace sérieuse contre le régime en place. Paradoxalement, il semble que les gouvernements africains moins démocratiques, indépendamment du nombre de leurs citoyens qui utilisent l'Internet, reconnaissent – et craignent – la puissance d'Internet pour le renforcement de la participation citoyenne et l'autonomisation des gens ordinaires à parler franc au pouvoir.

⁹ Utilisation d'Internet par pays selon les données internationales de l'Union des télécommunications (2017), publiée en décembre 2018

4 L'année 2019 connaîtra-t-elle le record des coupures d'Internet en Afrique?

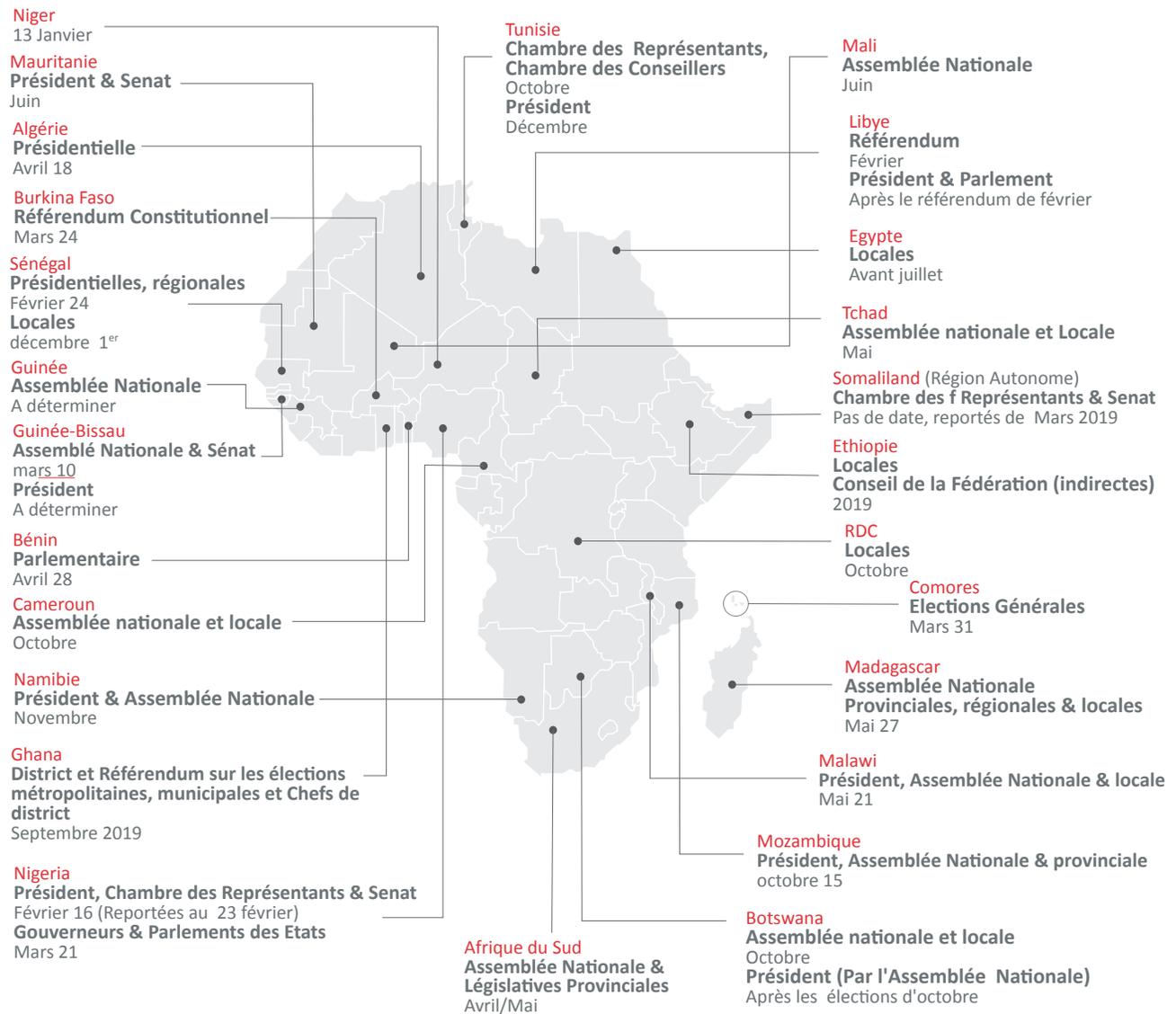
Les coupures du réseau se produisent souvent dans les pays africains autocratiques autour des périodes électorales et parmi les Etats ayant programmé d'aller aux urnes cette année, figurent ceux qui ont précédemment initié diverses formes de coupures pendant les périodes électorales, les protestations publiques, et les examens nationaux.

Au cours de 2019, au moins 20 Etats africains tiendront des élections (locales, législatives, générales ou présidentielles). On peut citer l'Algérie, qui a précédemment bloqué l'accès à Internet pour empêcher la tricherie pendant les examens la Guinée équatoriale qui, en novembre 2016, a bloqué l'accès à Internet et aux sites d'opposition avant la tenue d'une élection nationale et le Togo qui, l'année dernière a interrompu les télécommunications à la suite de protestations publiques contre le Président Gnassingbé, dont la famille a dirigé le pays depuis plus d'un demi-siècle.

Les autres pays autoritaires à suivre lors de prochaines élections sont:

- La Guinée-Bissau, qui a reporté les élections à plus de deux reprises depuis l'an dernier. Les élections visent à mettre fin à une impasse politique après que le président ait limogé son premier ministre en 2015.
- Le Cameroun, qui se remet encore des effets de la longue coupure régionale de l'internet, est un autre cas à surveiller, car il est toujours dans une impasse des mouvements sécessionnistes dans certaines régions anglophones.
- Le Somaliland, où les élections législatives ont été reportées pour une cinquième fois depuis 2005. En 2017, la Commission électorale du Somaliland avait appelé à couper l'accès à Internet au cours des élections – cependant, les élections ont ensuite été reportées.
- La Guinée, qui a connu ce qui était probablement première coupure d'Internet de l'Afrique sub-saharienne en Février 2007 lorsque le président Lansana Conté procéda à l'arrêt de journaux écrits et de la radiodiffusion, et a ordonné aux quatre fournisseurs de services Internet du pays à bloquer totalement tout accès à Internet suite à des protestations massives qui appelaient à sa démission.
- Quant au Malawi, pays à régime hybride, il a présenté des signaux mitigés sur sa position à propos du maintien de l'accès à Internet pendant les élections. En mai, le pays ira aux urnes et le gouvernement a mis en garde contre la mauvaise utilisation de médias sociaux, et a appelé à travailler avec le prestataire de services Telekom Networks Malawi (TNM) sur l'accroissement des capacités à retracer les utilisateurs des médias sociaux. Le président sortant, qui a été récemment reconnu comme ayant des tendances autocratiques, sera confronté à un sérieux défi face à une coalition impliquant son prédécesseur et son vice-président.
- La Tunisie, huit ans après le Printemps arabe, qui a acquis une reconnaissance mondiale par les médias sociaux, certains affirment qu'elle serait devenue démocratique. Cependant, le niveau élevé du taux de chômage et la persistance de grandes inégalités économiques ont conduit à un mécontentement élevé. Malgré cela, rien n'indique que l'Etat coupera les communications pendant les élections.

Calendrier des élections africaines de 2019 tel qu'il se présentait en décembre 2018



Sources: *Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique* Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa (EISA), *Union Africaine*, *Fondation africaine internationale pour les systèmes électoraux* International Foundation for Electoral Systems (IFES), et *l'Institut national pour la démocratie* National Democratic Institute (NDI)

Le Sénégal n'a jamais connu de coupure d'Internet. Toutefois, le gouvernement semble resserrer son emprise sur les communications en ligne et justifie cette tendance comme action nécessaire pour enrayer la propagation de fausses nouvelles.

Les régimes hybrides et les démocraties imparfaites qui tiennent des élections cette année, comme la Namibie, le Nigeria et l'Afrique du Sud, n'ont jamais opéré des coupures d'Internet et sont très peu susceptibles de bloquer les communications. Au Nigeria, qui va aux urnes en Février, le Bureau du Conseiller de sécurité nationale (Office of the National Security Adviser ONSA) a publié une déclaration pour rejeter toute inquiétude sur une probable coupure d'Internet, dans laquelle il indiquait qu'«arrêter l'Internet équivaut à arrêter le

développement national et est préjudiciable à la sécurité du pays». Les élections ont été reportées et ont eu lieu une semaine plus tard, c'est à dire le 23 février. Le Président Muhammed Buhari a été réélu. Avant les élections présidentielles de décembre 2016 au Ghana (une démocratie imparfaite), le président en exercice John Dramani Mahama a assuré aux électeurs que le gouvernement ne couperait pas les communications en ligne.

En Algérie, en Éthiopie et en Mauritanie, les communications numériques ont été coupées lors des examens nationaux. Il est possible qu'au cours de 2019, ces pays et d'autres coupent les communications lors des examens nationaux. Mais il pourrait aussi y avoir des scénarios dans lesquels même les pays africains plus démocratiques puissent procéder à des coupures. De nombreuses régions du continent ont connu une activité terroriste au cours des dernières années et une attaque terroriste pourrait éventuellement inciter à couper l'accès à Internet même dans les pays qui ne sont pas autoritaires. Ces coupures pourraient être régionales ou nationales.

5 Les FSI et les gouvernements avouent de plus en plus les coupures d'Internet qu'ils opèrent

De plus en plus, les gouvernements qui ordonnent des coupures et les fournisseurs de services Internet (FSI) qui les mettent en œuvre ont avoué ouvertement leurs actes. Ceci est une bonne chose. Nous sommes en mesure de voir clairement les raisons que les gouvernements avancent pour justifier les coupures et les réactions des prestataires de services faces à ces ordres. Celles-ci peuvent servir de base pour lancer des procès en justice, à des plaidoyers contre les coupures du réseau et pour évaluer la nécessité et à la proportionnalité de ces coupures. Comme justification, les gouvernements évoquent souvent le fait que les technologies numériques facilitent la propagation de la désinformation, de la haine et les appels aux troubles à l'ordre public, et mettent en danger la sécurité nationale.¹⁰

Bien que cette tendance à s'exprimer ouvertement sur les raisons qui poussent à couper les communications soit une étape positive, elle pourrait également constituer un signe de banalisation des coupures, ce qui pourrait encourager plus de gouvernements à ne plus ressentir aucune honte à les mettre en œuvre. La banalisation des coupures dans un nombre croissant de pays pourrait même inciter ceux qui,

normalement, auraient été très réticents à interrompre les communications numériques à rejoindre le train.

Aussi, même si les FSI mettent en exécution les directives de coupures pour respecter des exigences de licence qui pratiquement les obligent à respecter toutes les directives gouvernementales, y compris la mise en arrêt de leurs services, un certain nombre d'entreprises de télécommunication tels que Millicom, Vodafone, et Orange - ainsi que des opérateurs de plateformes de communication tels que Facebook, Google et Twitter - produisent de plus en plus des rapports de transparence à propos des injonctions d'arrêt reçues des gouvernements, les requêtes pour fournir les données personnelles des utilisateurs, ainsi que les demandes d'interception de communications. Malheureusement, la plupart des opérateurs de télécommunications basés en Afrique ne produisent pas de rapports de transparence, et ceux qui le font publient souvent des versions lourdement réduites, ce qui rend impossible de comprendre comment ils protègent la vie privée de leurs utilisateurs ou la liberté d'expression en ligne.

¹⁰ Bien que certaines restrictions puissent être permises en vue de préserver l'ordre public et la sécurité nationale, ces restrictions doivent être conformes à la loi, avoir un objectif admis et nécessaire pour une finalité précise. Voir l'article 9, paragraphe 3 du Pacte international sur les droits civils et politiques, <https://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/ccpr.aspx>

-
- En RD Congo, un conseiller présidentiel a déclaré que les services Internet et SMS ont été coupés pour préserver l'ordre public après que des résultats fictifs aient commencé à circuler sur les médias sociaux. Il a ajouté que les perturbations resteraient en place jusqu'à la publication des résultats officiels. Internet operator Global a confirmé qu'il avait coupé l'accès à Internet pour une durée indéterminée sur ordre du gouvernement, tandis que Vodacom a déclaré que les services messagerie sur téléphonie mobile avaient été également coupés.
 - Au Soudan, le chef du service national du renseignement et de la sécurité, a été cité au cours d'une conférence de presse de décembre 2018 durant laquelle il disait que, "Il y avait eu une discussion au gouvernement à propos du blocage des sites de médias sociaux et que la décision finale fut de les bloquer."
 - Pendant ce temps, un porte-parole du président Zimbabwéen a justifié que les coupures sont une pratique courante dans le monde entier quand il y a des perturbations graves. Il a dit qu'il était nécessaire de fermer Internet au Zimbabwe parce que le gouvernement a découvert qu'Internet était utilisé pour coordonner les manifestations.
 - Dans divers pays, dont l'Ouganda, la RD Congo, le Cameroun, les FSI ont alerté leurs clients avant de procéder à des coupures.

D'autres développements positifs qui pourraient décourager les coupures comprennent le fait que des Etats prennent publiquement position contre, en utilisant des plates-formes de médias sociaux pour mobiliser les citoyens et diffuser l'information publique. Par exemple, avant les élections de décembre 2016 au Ghana, le président John Dramani Mahama, a déclaré que les médias sociaux ne seraient pas fermés. Par contre, les organismes étatiques comme la commission électorale, les services de police et la présidence ont activement adopté les médias sociaux pendant les élections pour délivrer des informations, fournir des mises à jour et répondre aux questions des citoyens. Dans cet ordre d'idée, le Kenya a aussi annoncé en août 2017 qu'Internet resterait accessible pendant les élections. Les organismes gouvernementaux ont aussi utilisé les médias sociaux pour décourager la désinformation et la haine.

De plus, des procès en justice contre les coupures d'Internet ont été lancés dans des pays comme le Cameroun, le Tchad, le Togo, l'Ouganda et le Zimbabwe. Comme point fort, un tribunal du Zimbabwe a, dans son jugement de janvier 2019, statué que la coupure d'Internet survenue au Zimbabwe était illégale. Ce fut après que le juge ait déterminé que le ministre d'Etat pour la sécurité nationale n'avait pas le pouvoir de donner de telles directives en vertu de la loi régissant l'interception des communications sur laquelle il s'était appuyé pour ordonner ladite coupure.



Creative Commons Attribution 4.0 Licence
<creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>
Some rights reserved.



Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa (CIPESA)

Plot 6 Semawata Place, Ntinda, P.O Box 4365 Kampala, Uganda.

Tel: +256 414 289 502 | Mobile: +256 790 860 084, +256 712 204 335

Email: programmes@cipesa.org

Twitter: [@cipesaug](https://twitter.com/cipesaug)

Facebook: facebook.com/cipesaug

www.cipesa.org